

# Informations économiques d'Afrique de l'ouest anglophone

Semaine 6, du 5 au 11 février 2018

- Nigéria : accords internationaux de coopération financière et budgétaire ; vers plus de local procurement dans les contrats publics ? ; quelle place du secteur industriel dans l'économie nigériane ? ; secteur portuaire : clarifications sur la politique de palettisation et augmentation des revenus ;
- Ghana : mobile banking : le volume des transactions double et atteint 34,6 Mds USD en 2017 ; le Cocobod pourrait mettre fin à son programme de subvention à l'achat ;
- Sierra Leone : le FMI aurait temporairement suspendu le versement des fonds accordés en juin 2017 ; lancement proche pour la seconde phase du projet Bumbuna ;
- Libéria : la Banque mondiale débloque 24 M USD pour lutter contre la pauvreté.

## Nigéria

### Accords internationaux de coopération financière et budgétaire.

[Le gouvernement fédéral, par la voix de la ministre des Finances, Kemi Adeosun, a affirmé avoir commencé l'échange d'informations et de données sur les comptes et avoirs détenus par les nigériens à l'étranger, avec différents pays dont le Royaume-Uni.](#) Ces échanges s'inscrivent dans le cadre de l'AETI, un accord pour l'échange automatique d'informations fiscales, dont le Nigéria est membre depuis janvier. Pour information, [le Service fédéral des impôts \(FIRS\) a collecté 4,03 bn NGN en 2017, soit 82,4% de l'objectif annuel fixé par l'institution.](#) Pour rappel, le FIRS a lancé en juillet 2017 le Système de déclaration volontaire de patrimoine et de revenu (VAIDS), pour permettre aux contribuables défaillants de payer leurs impôts sans pénalité jusqu'à fin 2017. Autre accord international signé par le Nigéria, [le ministre du Budget nigérien, Udo Udoma, a approuvé l'adhésion du pays à l'Initiative africaine concertée sur la réforme budgétaire \(CABRI\).](#) L'initiative a notamment pour objectif la bonne utilisation des ressources des finances publiques et la transparence budgétaire.

### Vers plus de local procurement dans les contrats publics ?

Le Président nigérien Muhammadu Buhari a signé lundi 5 février un décret destiné à encourager la production locale dans le secteur de l'ingénierie, des sciences et de la technologie. [La nouvelle législation commande aux pouvoirs publics de donner la préférence aux sociétés nigériennes pour l'attribution des contrats, dans le prolongement du Public Procurement Act de 2007.](#) Autre implication du décret selon les déclarations du Président, le ministère de l'Intérieur aurait dorénavant interdiction d'attribuer des visas aux travailleurs étrangers dont les compétences existeraient déjà au Nigéria, sans que plus d'informations n'aient été données sur les secteurs concernés par la mesure. [Pour rappel, le taux de chômage au Nigéria au quatrième trimestre 2018 atteint les 18,8% selon le bureau nigérien de la statistique \(NBS\).](#)

### Quelle place du secteur industriel dans l'économie nigériane ?

Selon un rapport de la Banque africaine de développement ([BAfD](#)), [seuls 13,1% des produits industriels exportés par le Nigéria reposent sur une production de moyenne et haute technologie, contre 44,8% pour l'Afrique du Sud.](#) Selon les chiffres du Bureau nigérien de la statistique ([NBS](#)), [au troisième trimestre 2017, le secteur secondaire employait 7,1% de la population et représentait 22,6% du PIB \(soit une croissance de +10,32% en g.a pour le secteur\).](#) Les premiers postes du secteur industriel nigériens sont l'industrie alimentaire (45,2%), le textile (24%), le ciment (8,3%) et le raffinage (2,4%). D'après une étude de l'Association nigérienne des industriels ([MAN](#)), [le taux d'intérêt moyen des prêts accordés au secteur au premier semestre 2017 était de 22,6%, contre 21,4% sur la même période en 2016.](#) Selon la NBS, le secteur industriel aurait bénéficié de 2 170 Mds NGN de crédits bancaires au quatrième trimestre 2017 (près de 14% du portefeuille de prêts), constituant ainsi le deuxième poste de prêts au secteur privé après le secteur pétrolier et gazier (23% du portefeuille de prêts). Autre information du secteur, le Centre national de la productivité nigérien ([NPC](#)) [s'est rapproché de son homologue japonais pour travailler sur l'application dans le pays du « Kaizen », le module japonais d'amélioration de la productivité.](#) Pour rappel, le secteur manufacturier est l'un des 6 secteurs prioritaires [du Plan de reprise et de croissance économique \(ERPG\), adopté en 2017, pour lequel la croissance moyenne attendue est de 8,5% d'ici à 2020.](#)

## **Le Nigéria renforce sa coopération en matière de transport aérien.**

[Le Président nigérian, Muhammadu Buhari, a ratifié cette semaine les accords bilatéraux passés avec les gouvernements du Qatar, de la Chine, de Singapour, de l'Algérie et du Congo, visant à renforcer la coopération dans le domaine des transports aériens.](#) Pour rappel, ces accords font suite à l'entrée en vigueur le 25 janvier dernier du marché unique du transport aérien africain ([SAATM](#)), [qui libéralise l'accès des voix aériennes pour les 23 pays signataires.](#) Autre information du secteur, [la compagnie Air France / KLM a annoncé un plan visant à augmenter de 10% sa capacité actuelle de transport au Nigéria, avec de nouveaux gros porteurs reliant Lagos, Abuja et Port-Harcourt à Paris et Amsterdam.](#) De son côté, la compagnie [émiratienne Etihad Airways a également annoncé qu'elle ajoutera 2 vols sur la ligne Abu Dhabi - Lagos à partir du 1<sup>er</sup> mai prochain, desservant ainsi Lagos quotidiennement.](#)

## **Secteur portuaire : clarifications sur la politique de palettisation et augmentation des revenus.**

D'après une circulaire du ministère des Finances, [49 items devraient être dispensés de la nouvelle politique de palettisation visant les cargos, entrée en vigueur en janvier.](#) Selon la société française [CMA-CGM, ce sont 38 articles qui seraient exonérés de l'obligation de palettiser, dont la liste détaillée figure sur leur site internet.](#) Autre information du secteur, l'interdiction d'importation de véhicules par les [frontières terrestres introduite en décembre 2016 aurait engendré une augmentation de 12,8% des importations de voitures via les ports maritimes.](#) Pour information, l'Autorité portuaire du Nigéria (NPA) a déclaré avoir généré plus de [299 Mds NGN \(soit près de 980 M USD\) de revenus en 2017, contre 162 Mds NGN en 2016, soit une augmentation de 84,7%.](#) A noter enfin, la menace de grève envisagée par le syndicat des travailleurs maritimes du Nigéria ([MWUN](#)) [a été suspendue suite aux promesses du gouvernement de prendre en compte l'ensemble de leurs demandes.](#) Pour rappel, le MWUN demande des réparations d'urgence des routes d'accès aux ports, et en particulier celles d'Apapa et de Tin-Can.

## **Ghana**

### **Mobile banking : le volume des transactions double et atteint 34,6 Mds USD en 2017.**

[Les derniers chiffres publiés par la Banque centrale ghanéenne montrent une forte croissance en 2017 des activités de banque mobile. La valeur des transactions aurait doublé, passant de 78,5 Mds GHC \(17,7 Mds USD\) en 2016 à 155,6 Mds GHC \(34,6 Mds USD\) en 2017.](#) Le volume des dépôts et retraits aurait lui crû de 78%, à 982 M USD, contre seulement 19,6 M USD cinq ans plus tôt. D'après un rapport de GSMA Intelligence cité par Bloomberg, plus de 40% de la population adulte aurait aujourd'hui recours aux services bancaires mobiles, soit plus d'un ghanéen sur trois. Certains établissements bancaires présents sur le segment proposent désormais à leurs clients d'acquiescer depuis leurs appareils des produits d'épargne et d'investissement, dont des bons du Trésor ghanéen. Le taux de pénétration mobile de 120% au Ghana, des coûts opérationnels compétitifs et la capacité de couverture territoriale du mobile banking sont les principaux facteurs ayant contribué à son essor ces dernières années.

### **Le Cocobod pourrait mettre fin à son programme de subvention à l'achat.**

[Le COCOBOD \(Ghana Cocoa Board\) pourrait décider de mettre fin à son programme de subventions d'achat de fèves en vue de la saison 2019. Depuis octobre 2016, celui-ci permet aux fermiers ghanéens de profiter d'un prix planché à la tonne vendue fixé à 7 600 GHC \(1 725 USD\).](#) Ce subventionnement a favorisé la contrebande de fèves depuis la Côte d'Ivoire, où le prix d'achat équivaut à 1 226 USD. Il a également contribué à éroder les marges du Cocobod, qui a connu une perte en 2017 de 110 M GHC (24,8 M USD). L'instance connaîtrait aujourd'hui un problème de liquidités du fait de ce programme, en dépit de l'octroi en novembre dernier d'un prêt de 1,3 Md USD de la part des bailleurs de fonds. 556 M USD de dette serait donc sur le point d'être émis afin de couvrir les besoins actuels de financement. A partir de la saison 2019, qui débutera en octobre, le régulateur souhaiterait garantir un prix franco à bord (freight on board) variable à ses fournisseurs, correspondant à 70% du cours mondial, ce qui lui permettrait d'améliorer sa capacité de remboursement. D'ici lors, le Cocobod vise une production de 835 000 tonnes, dont 435 000 tonnes ont déjà été vendues aux négociants de cacao.

## **Sierra Leone**

### **Le FMI aurait temporairement suspendu le versement des fonds accordés en juin 2017.**

Le FMI aurait suspendu cette semaine le versement de ses financements au gouvernement sierra-léonais, sur fond de désaccord sur l'emploi des fonds. Pour rappel, [les autorités sierra-léonaise se sont engagées dans un nouveau programme triennal de Facilité élargie de crédit du FMI à hauteur de 224,1 M USD en juin dernier.](#) L'arrêt des versements concernerait donc, [selon le journal La Tribune, la seconde tranche de cette Facilité élargie de crédit.](#) Les raisons qui auraient conduit le FMI à interrompre ses versements, cette fois selon [le journal en ligne Africa Confidential,](#)

[porteraient sur des inquiétudes de l'institution concernant l'utilisation des fonds en période de campagne électorale.](#) Pour rappel, les élections présidentielles se tiendront le 7 mars prochain.

### **Lancement proche pour la seconde phase du projet Bumbuna.**

[Les consultations publiques prévues par l'étude d'impact social et environnemental nécessaire au lancement de la deuxième phase du projet de barrage hydroélectrique Bumbuna ont pris fin cette semaine.](#) A cette occasion, le vice-ministre de l'Energie, Osmond Hanciles, a déclaré que 6 millions de personnes n'avaient pas accès à l'énergie en Sierra Leone, avec un taux d'accès à l'électricité d'à peine 20%. Le projet servira donc à combler ces lacunes, avec une capacité totale attendue de 143 MW, et dont la construction durera 4 ans. Il s'agit d'une extension du projet Bumbuna I, créée en 2009 et d'une capacité de 50 MW. [Valorisée à 750 M USD, cette seconde phase du projet est financée à 75% sur endettement \(à travers des engagements auprès de la Banque européenne d'investissement, la Société financière internationale, la Banque islamique de développement ou encore par Green Africa Power\)](#) et le reste par capitaux propres des sociétés britannique Joule Africa et du sud-africain AIM. [La construction de ce barrage devrait entraîner la relocalisation de plus de 1 000 personnes, pour lesquelles des indemnités seront prévues.](#)

## **Libéria**

### **La Banque mondiale débloque 24 M USD pour lutter contre la pauvreté.**

[La Banque mondiale et le gouvernement du Libéria ont signé un accord le 2 février pour une subvention de 24,67 M USD au 4<sup>ème</sup> programme libérien de soutien à la réduction de la pauvreté \(PRSDPO-IV\).](#) Le financement est pris en charge pour 20 M USD par l'Association internationale pour le développement (IDA) et pour 4,67 M USD par un Fonds norvégien. [Autre accord obtenu le même jour par le gouvernement Weah, les prix du riz importé ont baissé de 2 USD pour un sac de 25 kg et de 4 USD pour un sac de 50 kg](#) après négociation avec les importateurs, qui se sont vus assurer en échange l'adaptation du régime fiscal.

**Retrouvez ces informations et nos alertes au quotidien sur Twitter !**

 [@FR Eco Nigeria](#)

---

Clause de non-responsabilité – Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

---